

Politique | Le miroir aux alouettes : Crèches : Comment médiatiser un « conflit social à basse intensité » ?



Depuis trois mois, les métiers de la petite enfance s'opposent au décret Morano sur l'accueil collectif. Journées de grève et manifestations se succèdent à un rythme jamais observé dans ce secteur. Mais, ici, pas de patron à séquestrer ni d'usine à faire sauter. Le dossier est technique et difficile à mettre en images, même si les conditions de travail de milliers de salariés risquent de considérablement se dégrader comme la qualité de vie de 250 000 très jeunes enfants. Pourtant, le sort des enfants est un thème médiatiquement très porteur...

Filmer une manifestation, rien de plus rébarbatif pour un cameraman-journaliste de télévision. Rien ne ressemble plus à une manif qu'une autre manif. Banderolles, déguisements, mégaphones, tout un folklore qui a un goût de déjà vu, avec en contrepoint la grogne des usagers des transports publics ou des voiries gênés dans leurs déplacements. Filmer une grève dans une crèche n'est guère plus facile. Là, il n'y a plus rien du tout à voir. Le reportage risque de se réduire à l'interview de la déléguée syndicale et au microtrottoir des parents qui « comprennent » mais sont bien gênés d'avoir à garder eux-mêmes leur enfant.

Un dossier en apparence technique

Réduire l'encadrement pour augmenter le nombre de places en crèche. Tel est le projet du gouvernement, qui peut apparaître séduisant : on sait qu'il manque aujourd'hui près de 300 000 places de garde d'enfants. Avec le nouveau décret, d'ici 2012, 100 000 places seraient créées dans les accueils collectifs (crèches publiques, d'entreprises mais aussi jardins d'enfants privés et « micro-crèches ») et 100 000 autres auprès d'assistantes maternelles (les « nounous »). Les inconvénients du dispositif sont peu perceptibles par ceux qui ne connaissent pas le monde particulier des crèches : augmentation du taux de remplissage, baisse de la qualification des personnels d'accueil, tandis que les « nounous » pourront garder 4 enfants au lieu de 3 et se regrouper pour former des « micro-crèches » sous l'autorité d'une éducatrice ayant un simple CAP.

Vu de loin, cela ne semble pas bien dangereux. Mais quand on a l'habitude de garder toute la journée des enfants, et même quand il s'agit de ses propres enfants, on voit le travail que cela représente. On perçoit aussi nettement les avantages d'un accueil collectif sur un accueil de type « familial », que cela soit celui des parents ou des « nounous » : plus d'activités, plus d'espace, meilleure socialisation (pour les enfants mais aussi pour les parents qui sont en contact avec des professionnels), suivi des enfants par des éducateurs de jeunes enfants, ambiance plus stimulante... à condition de n'avoir pas des sections trop chargées ! C'est là, au-delà des conditions de travail, tout l'enjeu du mouvement en cours.

Nicolas Sarkozy, naguère « sauveur des enfants » de la maternelle de Neuilly

Tout cela est difficile à dire avec des images et prend du temps avec les mots. Pourtant, sans verser dans le catastrophisme, c'est du bien être des bébés et des enfants dont il est question. Même si comparaison n'est pas raison, un parallèle est tentant à faire. On se souvient de ce fait divers qui avait suscité une grande émotion en mai 1993. Un individu, « Human Bomb » avait pris en otage une classe de maternelle de Neuilly. Nicolas Sarkozy, alors maire de la commune et ministre du budget, était intervenu en personne pour négocier avec le criminel. Les caméras de télévision étaient alors braquées sur cette maternelle et ont filmé le maire-ministre sortant de la classe, un enfant dans les bras. Au bout d'une très longue attente, l'assaut a été donné et « Human Bomb » tué sans que l'on comprenne ses motivations. Nicolas Sarkozy avait alors déclaré : « Il fallait faire un choix, on a choisi les enfants et nous n'avons aucun état d'âme en la matière. »

A l'émotion de la prise d'otage en 1993 s'oppose l'incompréhension - ou l'indifférence - de la réforme de l'accueil collectif, aujourd'hui. Certes, les enjeux ne sont pas les mêmes, mais on voit que, dans l'univers médiatique, un fait divers ponctuel habillé est beaucoup plus rentable qu'un engagement politique et financier sur le long terme pour aider les parents à assurer l'éducation de leurs enfants.

Vincent Goulet

Vincent Goulet

Crédit Photo : Aqvi.fr

Publié sur aqvi.fr le 10/05/2010

[Url de cet article](#)